

# **MENTIONS LÉGALES**

(En vigueur au 20/10/2023)

Conformément aux dispositions des Articles 6-III et 19 de la Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la Confiance dans l'économie numérique, dite L.C.E.N., il est porté à la connaissance des utilisateurs et visiteurs, ci-après l'"Utilisateur", du site [www.reunt.fr](http://www.reunt.fr) , ci-après le "Site", les présentes mentions légales.

La connexion et la navigation sur le Site par l'Utilisateur implique l'acceptation intégrale et sans réserve des présentes mentions légales.

Ces dernières sont accessibles sur le Site à la rubrique « **Mentions légales** ».

## **ARTICLE 1 - L'ÉDITEUR**

L'édition du Site est assurée par Reunt SASU au capital de 350 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 981473655 dont le siège social est situé au 58 rue de Monceau,  
ci-après l'"Éditeur".

## **ARTICLE 2 - L'HÉBERGEUR**

L'hébergeur du Site est la société Framer,

## **ARTICLE 3 - ACCÈS AU SITE**

Le Site est accessible en tout endroit, 7j/7, 24h/24 sauf cas de force majeure, interruption programmée ou non et pouvant découlant d'une nécessité de maintenance.

En cas de modification, interruption ou suspension du Site, l'Éditeur ne saurait être tenu responsable.

## **ARTICLE 4 - COLLECTE DES DONNÉES**

Le Site assure à l'Utilisateur une collecte et un traitement d'informations personnelles dans le respect de la vie privée conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En vertu de la loi Informatique et Libertés, en date du 6 janvier 1978, l'Utilisateur dispose d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition de ses données personnelles. L'Utilisateur exerce ce droit :

· par mail à l'adresse email [contact@reunt.fr](mailto:contact@reunt.fr)

Toute utilisation, reproduction, diffusion, commercialisation, modification de toute ou partie du Site, sans autorisation de l'Éditeur est prohibée et pourra entraîner des actions et poursuites judiciaires telles que notamment prévues par le Code de la propriété intellectuelle et le Code civil.